

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE
Membre de l'Association Internationale de la Libre Pensée (IAFT-AILP)
10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS –
Tél. : 01 46 34 21 50 – Fax : 01 46 34 21 84
libre.pensee@wanadoo.fr – <http://www.fnlp.fr>



<https://fr-fr.facebook.com/federationnationalelibrepensee>



@LP_Nationale

En direct avec Laurent Mauduit de Médiapart

La **Libre Pensée** a rencontré le journaliste **Laurent Mauduit** pour l'interroger sur des questions touchant au journalisme, à l'indépendance des médias, aux fausses nouvelles, etc.. Bref, tout ce qui fait l'actualité du quotidien d'un journaliste qui veut faire son métier.

L a Raison : Pouvez-vous vous présenter ?

Laurent Mauduit : Je suis à la fois écrivain et journaliste. J'ai écrit en particulier plusieurs livres sur le naufrage historique du *Parti socialiste*; plusieurs aussi sur les mutations du capitalisme français; encore un autre sur la corruption de quelques-uns des économistes français les plus connus; et je prépare un essai pour la rentrée, qui sera intitulé « *La caste* » sur l'oligarchie du Ministère des finances, dont **Macron** est le porte-drapeau. Pour l'autre activité, celle de journaliste, je l'ai mené quatre ans à *Libération*, dont j'ai été le chef du service économique, plus de treize ans au *Monde*, où j'ai notamment été directeur adjoint de la rédaction. Mais, estimant que ce journal perdait son indépendance, je l'ai quitté en 2006, et avec d'autres confrères, je me suis lancé l'année suivante dans la belle aventure de *Médiapart*, dont je suis l'un des co-fondateurs. En bref, j'aimerais mériter ce qualificatif: journaliste-citoyen.



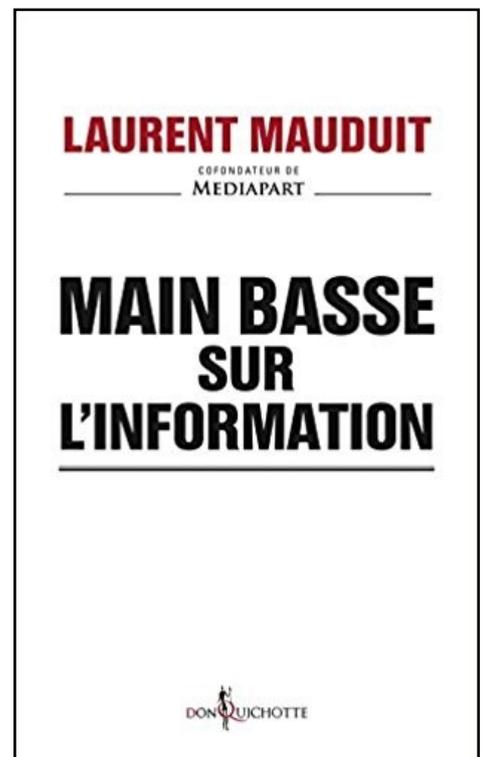
LR : Comment analysez-vous le rôle, la place et le poids des médias aujourd'hui ?

LM : Vous vous souvenez que dans les derniers mois de la guerre, le **Conseil national de la résistance** (CNR) rédige un programme, baptisé « *Les jours heureux* », et il y affiche cette ambition: « rétablir la liberté de la presse, son honneur et son indépendance vis-à-vis des puissances financières ». Si le **CNR** défend à ce principe, c'est qu'il veut tourner la page de la presse collaborationniste, mais plus encore de la presse corrompue de l'entre-deux-guerres vendue au **Comité des forges**. A la *Libération*, tous les journaux, de gauche comme de droite, cherchent donc, dans des modalités juridiques multiples, à respecter ce principe, de sorte que leurs rédactions soient indépendantes. Par des tâtonnements successifs, *Le Monde* inventera ainsi en 1952 le modèle d'un journal qui est la propriété de ses journalistes - modèle que *Libération* copiera vingt ans plus tard. Et d'autres journaux, comme *Le Parisien*, le *Courrier picard*, ou le *Dauphiné libéré*, préféreront, dans le même but, le modèle de la coopérative ouvrière. Dans les deux cas, le but est de garantir l'indépendance des journalistes pour qu'ils n'aient de compte à rendre qu'à leurs lecteurs, c'est-à-dire aux citoyens. Et cet objectif découle d'une ambition démocratique majeure: il n'y a pas de démocratie forte sans des citoyens éclairés; et il n'y a de citoyens éclairés sans une presse honnête et indépendante.

Eh bien, c'est ce modèle d'une presse libre et indépendante, au service du droit de savoir des citoyen (droit fondamental, garanti par la *Déclaration des droits de l'Homme*), qui est aujourd'hui menacé. Car nous vivons une régression démocratique historique: les puissances d'argent que le **CNR** avait voulu mettre à distance de la presse ont, ces dernières années, croqué les uns après les autres tous les journaux qui, autrefois, étaient indépendants. Tant et si bien que désormais une dizaine de milliardaires possèdent quasiment toute la presse française: **Arnault** a croqué *Les Echos*, puis le *Parisien*; **Niel** et ses alliés ont acheté le groupe *Le Monde* puis *L'Obs*; **Drahi** a racheté *Libération*, puis le groupe *L'Express*, puis *RMC* et *BFM-TV*; **Bolloré** a mis la main sur *Canal+* et *CNews*, etc. Et de cette normalisation économique a découlé une normalisation éditoriale, avec à la clef des censures, des instrumentalisation, des autocensures, indignes d'une démocratie.

LR : *Les médias sont-ils indépendants ou tributaires de forces politiques, économiques, culturelles, religieuses ?*

LM : Je viens partiellement de vous répondre: la presse est retombée sous la coupe des puissances d'argent. Il n'y a certes pas que les puissances d'argent: le quotidien *La Croix* est, lui, la propriété du **groupe Bayard**, propriété de la *Congrégation des Assomptionnistes*. Mais à quelques exceptions près, ce sont donc les milieux d'affaires qui contrôlent la presse. Et cela explique bien souvent le peu d'appétit de beaucoup de ces journaux pour l'enquête qui révèle; qui dérange... L'écosystème de la presse pousse à un journalisme policé, qui ne fait pas de vagues. Comment voulez-vous faire une enquête sur la fraude fiscale, si votre actionnaire peut être mis en cause dans une affaire de ce type, ayant des implantations dans des paradis fiscaux? Comment voulez-vous faire une enquête honnête sur les dérives du régime vénézuélien si votre journal est lié d'une manière ou d'une autre à un parti qui soutient ce régime de **Nicolas Maduro** ? Comment pouvez-vous encourager votre journal à conduire une grande enquête sur la pédophilie dans l'Eglise, si votre actionnaire est lié à cette même Eglise? C'est bien la raison pour laquelle l'indépendance est le bien le plus précieux de la presse: l'indépendance à l'égard de toutes les puissances, financières, politiques, religieuses. Dans mon journal, nous en avons fait notre slogan publicitaire, mi-arrogant, mi-moqueur: « *A Mediapart, seuls nos lecteurs peuvent nous acheter* ».



LR : *Peut-on avoir « confiance » dans les médias ?*

LM : J'aurais envie de vous répondre oui. Car la presse a une fonction démocratique essentielle. Selon la belle formule de **Camille Desmoulins**, la presse, c'est « *la sentinelle* » de la démocratie. Malheureusement, pour les raisons que je vous ai indiquées, la presse fait malheureusement souvent mal son office. Et il existe dans l'opinion un discrédit de la presse qui est fréquemment mérité. Je ne veux pas forcer le trait: dans tous les grands médias, même ceux croqués par des milliardaires, il y a beaucoup de journalistes qui s'emploient à faire dignement leur métier, la tête haute. Il reste qu'il faut bien avoir conscience de ce discrédit.

A mon sens, l'un des enjeux majeurs de la période actuelle, c'est de regagner la confiance de leurs lecteurs, c'est de regagner à la lecture citoyenne les plus jeunes. Savez-vous par exemple quel est l'âge moyen des lecteurs du *Monde*, du *Figaro* ou de *Libération*? Autour de 60 ans! Cela veut dire qu'une bonne partie de la tranche d'âge comprise entre 18 ans et 40 ans s'est détournée de la presse. A *Mediapart*, nous considérons que regagner à la lecture les citoyens qui s'en sont détournés, et notamment les plus jeunes, est un enjeu majeur. Car un bon journal, c'est une sorte d'Université populaire.

LR : *On a souvent l'impression que sur tous les médias, on voit, écoute et lit la même chose, comme s'il y avait une sorte de ministère de la propagande qui donne les consignes. Qu'en pensez-vous ?*

LM : Cette impression est malheureusement conforme à la réalité. Et les causes ne sont pas difficiles à identifier. La première de ces causes, c'est le journalisme de connivence qui découle de l'écosystème dont nous venons de parler - un journalisme dont l'agenda est dépendant des puissances financières ou politiques, qui est prisonnier de ses sources, en bref qui sert de caisses de résonance aux puissants, quels qu'ils soient. Par contraste, le premier signe distinctif du journalisme honnête, c'est qu'il a un agenda indépendant, qu'il ne vit pas au rythme des conférences de presse.

Et puis, il y a une seconde cause plus récente, qui se conjugue à la première: c'est l'émergence des gigantesques oligopoles, pour l'essentiel américains (*Google, Facebook, Twitter...*), qui ont cherché à imposer un modèle très inquiétant: de gigantesques plateformes d'audience, soi-disant gratuites, mais en fait financées par la publicité. Et cela a eu un effet massif et terriblement inquiétant: une sorte de « *googlisation* » de l'information; une information circulante, répétitive, aseptisée, reproduite par toute la presse, qui du même coup a abandonné le cœur de son métier, qui devrait être l'investigation.

Et ce qu'il y a de très dangereux, c'est que beaucoup de journaux prêtent la main à cette opération de prédation sur l'information. Ils s'y sont prêtés d'abord en acceptant la logique de la gratuité, qui a fait des ravages et tiré vers le

bas le journalisme, réduit à découper des dépêches d'agence, dans des journaux voués à promouvoir d'abord de la publicité. Et puis, pensez que huit quotidiens français, dont *Le Monde* et *Libération*, ont en plus accepté d'être rémunérés, par exemple, par *Facebook*, pour valider ou invalider des rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux. Ce qui encore une fois équivaut pour la presse à abandonner son agenda indépendant: les journalistes sont ainsi condamnés à travailler sur des sujets qui sont choisis non plus par eux, mais par des algorithmes, liés aux « buzz » sur les réseaux sociaux. Ce qui est pathétique ! Le journalisme de qualité ne peut être enfermé dans la bulle toxique des réseaux sociaux...

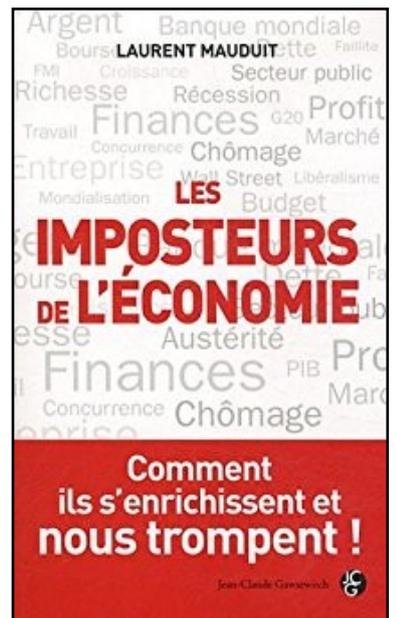
LR : *Y a-t-il une différence et si oui, qu'elle est-elle entre médias publics et privés ?*

LM : Là encore, j'aimerais vous répondre par l'affirmative, car c'est précisément cela la justification du service public: au travers de *Radio France* ou de *France Télévisions*, il devrait être un sanctuaire, protégeant les journalistes des pressions de toutes sortes qu'ils subissent dans la presse aux mains des oligarques. Mais malheureusement, ce n'est pas le cas, pour deux raisons. D'abord, avec la privatisation de *TF1* en 1987 et la déréglementation du secteur de l'audiovisuel, un système de porosité quasi-généralisé s'est instauré entre le privé et le public. Progressivement, les logiques d'audience ont pris le pas sur les logiques de pertinence. Il y a d'ailleurs un signe qui ne trompe pas : les mêmes journalistes ou chroniqueurs travaillent alternativement dans le privé et le public, quand ce n'est pas simultanément. Avec en fin de compte, une question grave: le journal de *France 2* est-il plus conforme au journalisme de qualité que celui de *TF1* ? Pour être précis, je veux tout de même ajouter que ces évolutions indignent beaucoup de journalistes du service public et qu'il y a des poches de résistance, par exemple avec les magazines d'investigation.

Et puis, il y a une deuxième raison: c'est que l'information en France n'est pas abîmée que par la mainmise des puissances d'argent. Dans un pays où la culture bonapartiste ou présidentialiste a toujours été forte, il y a aussi la mainmise du... pouvoir. Et cette mainmise est terrible parce que, même si depuis 2012 les patrons des entreprises publiques ne sont plus nommés par le chef de l'Etat, mais par le **Conseil supérieur de l'audiovisuel** (CSA), la procédure reste une pantalonnade : comme le Président du CSA est un obligé du Palais, tous les patrons de chaîne sont des proches du régime, le plus souvent. Ma conviction est qu'il faut donc en France reprendre l'ambition du *CNR* et refonder une presse libre et indépendante. Mais il faudrait tout autant refonder totalement l'audiovisuel public, pour qu'il soit enfin indépendant du pouvoir, et qu'il soit un sanctuaire de qualité et de pertinence, au service des citoyens.

LR : *Les fake news sont-elles une réalité ? Peut-on et doit-on les réprimer et si oui, comment ?*

LM : Bien sûr que les « fake news » sont une réalité. Cela ne date d'ailleurs pas de notre époque: de la presse d'extrême-droite de l'entre-deux-guerres en France jusqu'au « tabloïdes » britanniques d'aujourd'hui, il y a une longue tradition de presse-poubelle, jouant de la rumeur et de la manipulation. D'ailleurs, je vous rappelle que la grande loi progressiste sur la presse du 29 juillet 1881, qui est toujours en vigueur, sanctionne, en son article 27, « la publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses ». Alors, pourquoi le gouvernement cherche-t-il à contourner le droit de la presse, pour définir un nouveau délit ? La réponse coule de source: pour museler la presse. Je vous fait observer que si cette disposition avait existé en 2012, *Mediapart* aurait été condamné à retirer l'enquête mise en ligne entre les deux tours de la présidentielle révélant que **Nicolas Sarkozy** avait reçu des financements du dictateur libyen **Kadhafi** pour sa campagne de 2007. Cette disposition, qui contourne la loi de 1881, est donc une très grave menace sur le droit de savoir des citoyens. Je vous fais aussi observer que cette menace n'est pas la seule puisque dans le même temps le gouvernement a inspiré une proposition de loi visant à garantir le secret des affaires, pour le plus grand profit des milieux d'argent qui préfèrent évidemment l'opacité. C'est aussi pour cette raison que je parle d'une régression démocratique historique.



LR : *Voulez-vous rajouter quelque chose pour nos lecteurs ?*

LM : Oui, volontiers: deux ultimes remarques. D'abord, en contrepoint au paysage plutôt sombre que je viens de dessiner, je veux souligner devant vous qu'il y a des motifs de se réjouir, car la refondation démocratique de la presse que j'appelle de mes vœux est en réalité déjà engagée. Et c'est *Internet* qui, en grande partie, le permet puisque cette révolution technologique est aussi une révolution démocratique: elle redessine, par le participatif, les

relations entre les journaux et leurs lecteurs. Venez voir sur *Mediapart* : il y a le journal que nous faisons; mais, comme tous nos abonnés disposent automatiquement de leur espace de publication, nous sommes aussi une immense plate-forme de publications où se côtoient les contributions de citoyens les plus divers, de syndicats, d'associations démocratiques. J'y insiste car nous avons l'ambition d'être un journal citoyen et participatif. Et la **Libre Pensée** est évidemment la bienvenue pour y défendre ses valeurs et ses convictions.

Et puis, ultime remarque, si j'ai vivement critiqué devant vous le naufrage de la presse, c'est, vous l'avez compris, dans l'espoir qu'elle reconquiert son indépendance. C'est parce que je suis très attaché à la fonction démocratique de la presse. Or, j'ai le sentiment qu'il est, de nos jours, à la mode, dans le climat populiste que nous connaissons, de stigmatiser la presse pour d'autres raisons. L'extrême-droite s'en est fait une spécialité, depuis toujours. Mais malheureusement, certains courants de la gauche peuvent aussi céder à cette tentation. C'est le cas de **Jean-Luc Mélenchon**, qui pourfend sans cesse le « *parti médiatique* » - quel terrible langage!- et ose dire que « *la haine des médias et de ceux qui les animent est juste saine* ».

Non! Mille fois non! Haïr la presse, c'est haïr la démocratie: cela, il ne faut jamais l'oublier - et je sais que disant cela devant l'association démocratique qu'est la **Libre Pensée**, attachée aux valeurs fondatrice de notre République, je serai bien compris. Pas de haine, donc! Pour ma part, ce que j'appelle de mes vœux, c'est une refondation de notre République, pour sortir du présidentielisme. Une grande refondation, comme l'espérait le *CNR*, dont l'un des volets serait une refondation de la presse.

(Propos recueillis par David Gozlan)

La Libre Pensée sur Mediapart

<https://blogs.mediapart.fr/libre-pensee>

